

LE BOULANGISME À NICE

**D.E.S. D'HISTOIRE PRÉSENTÉ EN 1963 RÉSUMÉ PAR L'AUTEUR
PAR R. BEGLIOMINI**

Le mouvement boulangiste qui se développa en France, de 1886 à 1890 est du surtout à l'immense popularité du général Boulanger.

Les lois constitutionnelles de 1875 avaient organisé une véritable monarchie parlementaire sans monarque; les républicains étaient divisés en opportunistes et en radicaux.

En 1881, les républicains modérés avaient obtenu une majorité écrasante; mais en 1885, ils n'ont réussi à garder la majorité à la République qu'en s'alliant aux radicaux, tandis que la chambre compte deux cents conservateurs.

L'opinion s'en prend à l'instabilité ministérielle et à la médiocre situation financière. La France de 1885 reste disponible, car aussi bien les citadins que les ruraux veulent autre chose.

En décembre 1885, le président de la République, Jules Grévy, confie la présidence du Conseil à un radical De Freycinet, qui groupe des opportunistes et des radicaux dans un ministère constitué le 7 janvier 1886; le ministre de la guerre est Georges Boulanger.

Celui-ci est né à Rennes en 1837; il entre à Saint-Cyr; à vingt ans il est sous-lieutenant. Il participe à la campagne de Kabylie, à la guerre d'Italie, et il est envoyé en Cochinchine jusqu'en 1864.

Après avoir été instructeur à Saint-Cyr, il prend part à la guerre de 1870 comme lieutenant-colonel. Il grimpe les échelons de la hiérarchie militaire; en 1884, il est général de division et commandant des troupes d'occupation en Tunisie. Il a été recommandé à De Freycinet par le chef du parti radical, Georges Clémenceau, qui voulait faire voter le service obligatoire et républicaniser l'armée. La France va s'enticher de cet homme pour quelques années; quel intérêt peut-il susciter dans une ville rattachée à la France depuis vingt cinq ans ?

Le premier dénombrement après le rattachement révèle à Nice la présence de plus de cinquante mille habitants. Ce n'est déjà plus la petite ville sarde presque inconnue; ce n'est pas encore la capitale d'hiver de renommée mondiale. Une proportion notable de nobles est passée au royaume d'Italie; la bourgeoisie occupe une place de premier plan, mais l'extension est freinée par le mauvais état économique du pays; le milieu rural représente les trois-quarts du comté. Ces deux dernières classes ont fourni l'appoint massif de leurs votes pour le ralliement à l'Empire.

L'annexion est trop proche pour que l'assimilation ait été déjà faite en 1885, alors que Nice compte près de quatre-vingt mille habitants, c'est une cité dont le particularisme est certain. Depuis 1878, c'est-à-dire depuis l'arrivée au pouvoir de la municipalité Borriglione, la République est acceptée sans réserve à Nice.

En 1885, le respect des traditions s'allie chez les Niçois à un libéralisme sincère; mais la question politique se réduit souvent à n'être que le récit d'une succession de rivalités individuelles, car les Niçois s'intéressent surtout aux questions locales. La corruption joue aussi un grand rôle dans cette ville. En 1889, le rival heureux du candidat boulangiste sera invalidé pour libéralités électorales.

A cette époque, Nice est une cité où de nombreux journaux républicains veulent démontrer qu'elle fait désormais bien partie de la patrie française.

Tant que le boulangisme apparaîtra comme un mouvement républicain il attirera la sympathie des feuilles niçoises; mais en 1889, le candidat boulangiste ne réunira que des suffrages disparates.

En premier lieu, il convient donc d'examiner ce que pense de Boulanger, ministre républicain, la population niçoise, entre janvier 1886 et mai 1887. Le "Phare du Littoral" et l'"Éclaireur" remarquent que Boulanger est un des plus jeunes généraux de l'armée française et qu'il a l'intention de réduire notablement les dépenses budgétaires de la guerre.

Les journaux niçois mettent au cours des mois suivants l'accent sur le projet d'unification des soldes, sur la transformation du fusil Gras en fusil à répétition, sur le projet d'avancement des officiers, sur la création de commissions techniques, sur l'obligation du baccalauréat pour l'entrée à Saint-Cyr, sur le rétablissement de la revue du 14 juillet, etc...

A ce propos, le boulangisme est né au soir de cette journée et on ne trouve pas, dans la presse niçoise, trace de l'enthousiasme populaire.

Boulangier fait des tournées d'inspection en province et le 8 septembre 1885, il arrive à Nice où il est accueilli par un groupe de cinquante sous-officiers et soldats; l'après-midi une foule enthousiaste l'acclame: il ne s'agit pas d'une manifestation boulangiste, mais d'une approbation de la population au ministre réformateur, qui veut démocratiser la législation militaire et renforcer les garnisons des départements frontières comme les Alpes-Maritimes. Au cours de cette année complète de ministériat, l'opinion de la presse niçoise à l'égard de Boulangier reflète l'opinion des partis qu'elle représente; le journal qui loue le plus facilement le ministre est l'"Éclaireur", journal radical du cru, car Boulangier représente le radicalisme botté avec des réformes démocratiques et une certaine politique revancharde. Le "Petit Niçois", quotidien opportuniste, considère déjà que Boulangier fait trop de bruit pour un soldat républicain.

Dès le-début de l'année 1887, Jules Michel, rédacteur en chef de l'"Éclaireur", estime que le ministre de la guerre est le seul, depuis 1870, à avoir inspiré un tel sentiment de confiance patriotique que son ambition est de bien servir la France et de la faire, sous la liberté républicaine, grande et puissante. Il se félicite du fait que l'effectif militaire de Nice ait doublé depuis 1886.

A propos de l'affaire Schnaebelé, le même journal loue l'attitude ferme de Boulangier et en mai 1887 s'indigne de la chute du ministre Goblet, à la suite d'une manœuvre des opportunistes.

A cette occasion, une délégation d'anciens sous-officiers se rend au bureau de l'"Éclaireur" pour protester contre le vote des trois députés des Alpes-Maritimes, car il a été prouvé que le ministère a été renversé surtout pour écarter Boulangier. Durant ce ministériat, on a pu constater que l'"Éclaireur", journal radical, a toujours été le plus enthousiaste à saluer les innovations de Boulangier.

Mais pendant la période suivante qui s'étend de mai 1887 à mars 1888, Boulangier fait partie de l'opposition et groupe sous sa bannière des mécontents qui ne sont pas toujours républicains. L'évolution des quotidiens niçois n'en sera que plus intéressante à noter.

L'"Éclaireur" et le "Phare du Littoral" commentant la manifestation de la gare de Lyon, considèrent que la foule a eu raison d'acclamer celui qu'on a sacrifié si indignement, tandis que "Le Petit Niçois" la juge sévèrement.

Au cours de la revue du 14 juillet 1887, le 111e de ligne a été acclamé aux cris de "Vive Boulangier", des passants ont été l'objet de contraventions; mais il ne faut pas accorder à cette manifestation une grande signification politique; simplement, des Niçois républicains ont témoigné de leur étonnement de voir Boulangier écarté pour des raisons parlementaires.

Le 27 septembre, lors de la visite à Nice du général Perron successeur de Boulangier, la foule entonne des refrains boulangistes; c'est un nouveau témoignage d'une révolte contre le parlementarisme qui s'est débarrassé d'un ministre patriote et républicain.

La popularité de Boulangier augmente encore à l'occasion de la lamentable affaire Wilson. En février 1888, le général recueille cinquante cinq mille voix à des élections partielles; la presse niçoise, cependant, ne veut pas de manifestations dictatoriales sur son nom. Le "Petit Niçois" le considère déjà comme un factieux: L'"Éclaireur" approuve aussi la mise à la retraite de Boulangier qui s'est laissé faire général politique au lieu de rester simplement soldat.

Au cours de cette deuxième période, on a pu constater que le journal pro-boulangiste de Nice est désormais le "Phare du Littoral", qui pense à une manœuvre de la droite pour discréditer le général.

La troisième période, de mars 1888 à janvier 1889 marque l'apogée de la carrière politique de Boulangier. C'est au "Phare du Littoral" que se rend désormais la délégation des

anciens militaires de Nice pour témoigner de son attachement au général. En avril, le général Boulanger est élu dans le Nord; le "Phare du Littoral" s'en réjouit, car cette élection marque l'écrasement des opportunistes, et à ce sujet, il proclame son boulangisme. Les deux autres quotidiens affirment que Boulanger a été élu grâce à la corruption et à la réaction.

Mais le "Phare" lui-même se rend compte que Boulanger est compromis avec la droite, et estime qu'il a dépassé la mesure. Il profite du discours de Boulanger à la Chambre et du duel avec Floquet pour tourner casaque. Il n'y a donc plus, en juillet 1888, de journaux pro-boulangistes à Nice, les journalistes niçois considérant que Boulanger s'est laissé aller à des alliances compromettantes. La presse niçoise, après l'échec de Boulanger dans l'Ardèche, prévoit un fiasco aux élections du Nord, de la Charente-Inférieure et de la Somme; aussi est-elle surprise de l'ampleur du succès. Elle recommande désormais la prudence et l'union, alors que pour la première fois la "Gazette de Nice", quotidien conservateur, manifeste son contentement. Le "Petit Niçois" laisse même entendre qu'une partie de la municipalité niçoise n'est pas hostile au boulangisme. Be même, il faut signaler la présence du comité régional de la ligue des Patriotes dont l'influence semble cependant minime.

Les quotidiens républicains prennent une attitude ferme du gouvernement. En janvier 1889, Boulanger se présente à la députation à Paris et le "Petit Niçois" signale que, dans le même temps, des agents boulangistes préparent, dans les Alpes-Maritimes, une agitation plébiscitaire.

Après le triomphe du 27 janvier, la presse niçoise espère le groupement loyal du grand parti républicain et le "Journal de Nice" estime qu'il ne faut pas trembler devant cette élection, "le temps est passé où Paris commandait en maure". Boulanger, cependant, n'a pas voulu conquérir illégalement le pouvoir, et entreprend des voyages; il est même question de son arrivée à Nice en février 1889, ce qui provoque la venue de plus de mille personnes dans la cour de la gare, mais l'espoir des badauds est déçu.

Le gouvernement, qui avait eu si peur, ne restait pas inactif; le projet sur le scrutin d'arrondissement est adopté, la Ligue des Patriotes est poursuivie; à Nice, elle est dissoute en mars; des poursuites contre Boulanger sont demandées sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'État.

La presse niçoise se félicite de la fuite du général à Bruxelles et pense que le boulangisme a un dénouement tragi-comique.

La loi sur la candidature unique est adoptée par le Sénat le 17 juillet; les journaux républicains de Nice la considérant comme nécessaire devant la coalition boulangiste. "La Révision", quotidien boulangiste, dont le programme est "Révision, Referendum, Constituante", est créé le 30 juillet, le directeur en est Flaminius Raiberti, jeune avocat. Ce journal considère que malgré la corruption dans le vote, le gouvernement opportuniste, a reçu un camouflet aux dernières élections aux Conseils généraux. Il Dense que l'idée révisionniste s'est implantée partout et s'indigne de la révocation de maires boulangistes. Papillaud, rédacteur en chef de ce journal, prétend que l'intérêt du Niçois est d'être boulangiste, car lorsque Boulanger sera à la tête du gouvernement, de bonnes relations entre la France et l'Italie seront reprises et Nice en profitera au point de vue commercial. L'"Éclaireur" admet qu'il existe à Nice un élément du corps électoral, formé surtout de jeunes gens, qui s'est proclamé boulangiste, sans se rendre compte du danger couru par la République. Jules Michel s'attache alors à démontrer, contrairement à Papillaud, la gêne qui résulterait pour Nice d'un avènement de Boulanger: Nice est une ville de saison qui a besoin, pour prospérer, d'un calme profond et d'une grande stabilité gouvernementale. Si Boulanger prenait le pouvoir; la saison serait manquée, car les touristes ne viendraient pas dans un pays agité. Les deux journaux font donc appel au point de vue intéressé des Niçois.

En août, le général est accusé de complot, d'attentat contre la sûreté de l'État, de détournement de deniers publics et condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. "La

"Révision" estime que cela grandira Boulanger à qui il manquait l'auréole du malheur; "aux prochaines élections législatives, le peuple saura montrer son indignation". Ce journal pense qu'après le succès aux élections, le boulangisme rendra à Nice sa prospérité et sa grandeur.

Le 22 août débute la campagne électorale; le candidat boulangiste à Nice est Flaminus Raiberti, lequel tient une première réunion publique au Kursaal devant deux mille personnes, et un ordre du jour approuvant son programme est adopté

Le candidat gouvernemental est un banquier juif et hollandais: Bischoffsheim, déjà élu en 1881. Les réunions publiques sont organisées par les deux camps dans les différents quartiers de la ville, les comptes-rendus dans les journaux étant le plus souvent partiaux.

Les journaux qui soutiennent Bischoffsheim sont le "Petit Niçois" le "Phare du Littoral", le "Ficanas" (journal satirique). L'"Éclaireur" observe une attitude de neutralité, car il ne peut soutenir ni le candidat boulangiste, ni le candidat opportuniste; de même le "Journal de Nice" préfère une politique d'attente.

En dehors de la Révision, un hebdomadaire boulangiste fondé fin juillet, la "Vous de Nissa" soutient Raiberti.

Raiberti et Papillaud sont invités durant la campagne électorale par le comité révisionniste de Marseille; le candidat niçois en profite pour s'élever contre la constitution hybride de 1875 et affirmer que son boulangisme n'est pas fait pour flatter l'orgueil d'un homme mais pour relever la grandeur et la prospérité de Nice et de la France: il est l'homme d'une idée.

"L'Éclaireur" note que Raiberti possède personnellement de nombreuses sympathies à Nice et qu'il a tort d'accepter le compromettant patronage boulangiste.

Le candidat opportuniste est favorisé par le gouvernement; Bischoffsheim peut ainsi faire placarder sa profession de foi avant la date prévue, ce qui soulève la colère des révisionnistes qui s'en prennent à la partialité du préfet.

L'atmosphère électorale s'échauffe; le rédacteur de la "Révision" est ainsi victime d'une agression de la part du rédacteur de la "Volonté de Nice"; un duel à l'épée a lieu entre Piétri, de la "Révision», et Janin, officier.

Mais ce qu'il faut noter surtout, c'est le rôle joué à Nice par la corruption électorale, "L'Éclaireur" affirmant qu'à cause d'elle Bischoffsheim est assuré du succès; et pour cela, il recommande l'abstention.

Les opportunistes, comme les révisionnistes mettent l'accent sur la prospérité locale, tandis que la "Révision" insiste aussi sur la qualité de Niçois de Raiberti.

A l'intérieur des classes sociales, existent des dissensions, ainsi des cochers et des ouvriers font partie de comités révisionnistes, tandis que d'autres sont décidés à voter contre Raiberti. Les classes libérales sont aussi divisées: ainsi l'avocat Navello se rallie à Raiberti et l'avocat Médecin donne son adhésion à Bischoffsheim. Les agriculteurs, enfin, font surtout partie de Nice-campagne où se présente Borriglione.

Raiberti prétend que Nice est négligée et démontre qu'aucun de ses enfants n'occupe un poste important à l'échelon national, il veut que Nice ait droit à l'existence. Bischoffsheim fait des promesses d'ordre local à propos de la diminution de la contribution mobilière et de la création d'un chemin de fer de Nice à Digne.

Dans les réunions publiques, l'exclusivisme est de règle, on n'accepte que des partisans.

La veille du scrutin, Raiberti réclame la liberté d'association pour les ouvriers, l'entière liberté de la presse et la liberté de vote pour les fonctionnaires; il est raccompagné triomphalement à son domicile.

Le 23 septembre sont Proclamés les résultats de l'élection. A Nice-ville ont voté 10.169 électeurs. Bischoffsheim a obtenu 5064 voix, Raiberti 4400 et Ricci 442. Raiberti était majoritaire dans huit secteurs sur vingt et un.

Le préfet fait déclarer Bischoffsheim élu; mais "L'Éclaireur" et la "Révision" protestent car les bulletins divers au nombre de 230 ne sont pas entrés en ligne de compte et ces journaux prétendent qu'il y a ballotage. "L'Éclaireur" affirme qu'on a surpris, dans plusieurs bureaux de vote, des flagrants délits d'embauchage.

Par contre, les journaux qui ont soutenu la candidature de Bischoffsheim sont satisfaits et garantissent à Nice la prospérité grâce à une bonne saison d'hiver.

Devant la fraude et la corruption, Raiberti décide de se présenter à la Commission de Recensement, tandis que le préfet maintient l'ordre en ville par des consignes sévères. La Commission de Recensement se réunit le 26 septembre elle proclame Bischoffsheim élu et l'on s'aperçoit que Raiberti a été battu par le vote des communes suburbaines. Raiberti est entendu, des applaudissements éclatent, Piétri est arrêté puis relâché; à la sortie, il est acclamé par la foule.

Le 28 septembre, la "Révision", déçue par le résultat des élections et la partialité du gouvernement, cesse sa parution.

Les souvenirs de la lutte électorale sont vite effacés dans l'esprit des Niçois; cela est dû à l'approche de la saison.

Cependant, à la Chambre, ce résultat difficilement acquis par un candidat fortuné, est très discuté. Le député corse Emmanuel Arène conclut à la validation mais ce rapport ne satisfait pas l'opinion publique.

Le député socialiste de Narbonne, Ferroul, prononce en janvier 1890 un discours sur les opérations électorales à Nice; il signale que l'or a joué le rôle principal et propose l'invalidation qui est votée par 218 voix contre 149. La bataille recommence donc pour le siège redevenu vacant, mais les combattants luttent désormais à armes égales. Borriglione, sollicité par les républicains de Nice-ville adresse sa démission pour poser sa candidature dans la première circonscription et se mesurer avec le baron Raiberti. Celui-ci, éclairé sur la situation politique, se dégage du patronage boulangiste et est soutenu par "L'Éclaireur". Ce duel entre deux Niçois va passionner l'opinion publique. Raiberti s'attaque à forte partie en mars 1890, car Borriglione est populaire. Il peut faire valoir des réalisations locales; en 1877 il a fait partie des 363 opposants au duc de Broglie en signant le manifeste des Gauches. Il a été élu maire de 1878 à 1886.

Raiberti, âgé de vingt-huit ans en 1890, lutte à front découvert; ses déclarations sont républicaines. Ses adversaires lui reprochent, bien sûr, le peu de solidité de ses opinions politiques. Le préfet Henry soutient la candidature de Borriglione, tandis que la municipalité soutient Raiberti, gendre du maire Malausséna.

Le 30 mars, Raiberti est élu par 5.941 voix contre 5.584 à Borriglione. "L'Éclaireur" démontre ainsi que c'est son étiquette boulangiste qui avait valu la défaite à Raiberti en septembre 1889. Le 5 avril, la Commission de recensement valide l'élection de Raiberti. Le déclin du boulangisme est confirmé par le résultat des élections municipales de Paris. Le 25 mai, Borriglione qui a de nouveau sollicité les suffrages des électeurs de Nice-campagne est réélu.

Le 1er juin, l'élection de Raiberti est validée par la Chambre. Raiberti a donc remporté en 1890 sa première victoire, mais cette victoire est décisive, car les électeurs niçois lui resteront fidèles jusqu'à sa mort en 1929.

Il fut notamment ministre de la Guerre, puis ministre de la Marine, enfin sénateur de 1924 à 1929. Son aventure boulangiste ne lui a pas porté préjudice. Les Niçois sont définitivement édifiés sur la valeur morale de Boulanger après la publication des "Coulisses du Boulangisme" par Mermeix.

"L'Éclaireur" traduit la pensée générale en s'estimant satisfait de l'opinion publique qui, depuis un an, montre sa fermeté dans son rattachement à l'idée républicaine;

Par la suite, les journaux niçois ne s'intéressent plus à Boulanger qu'à l'occasion de son

suicide le 30 septembre 1891, "L'Éclaireur" s'avérant d'ailleurs le plus sévère commentateur, tandis que le "Phare du Littoral" et le "Petit Niçois" sont plus indulgents.

Pana la semaine qui suivit le suicide du général, Raiberti eut l'occasion de prononcer l'apologie de Garibaldi à propos de l'inauguration de la statue de ce grand Niçois et de démontrer ainsi que Nice était toujours restée depuis son rattachement à la France, une cité républicaine.

En conclusion, on peut retenir que, si de nombreux électeurs avaient voté pour Raiberti en 1889, ce n'était pas tellement parce qu'il était boulangiste, mais plutôt parce qu'il était Niçois. Six mois plus tard il fut élu, car son attitude républicaine était bien définie. Dans l'ensemble, les électeurs des vieux quartiers et les jeunes gens avaient voté pour le candidat boulangiste en 1889, ainsi que les républicains mécontents et les conservateurs, tandis que les paysans des secteurs de vote suburbains avaient donné leurs voix au candidat gouvernemental.

Il faut noter aussi; pour la regretter, la corruption électorale en 1889, les passions ayant été portées à leur paroxysme pendant cette période, Enfin, le candidat boulangiste avait davantage affirmé son attachement à l'idée révisionniste qu'à l'homme qui la représentait.

La Ligue des Patriotes à Nice n'a jamais compté que quelques dizaines de membres et les adversaires de Raiberti ont toujours prétendu que boulangisme provoquerait la fin de la tranquillité nécessaire aux touristes.

Enfin, la plupart des journaux niçois ont manifesté leur attachement à la République; ils ont applaudi Boulanger ministre de la Guerre et l'ont ensuite vilipendé. Nice, malgré la proximité de l'annexion, est donc bien républicaine, elle n'admet pas l'idée de dictature.

En définitive, on peut affirmer que le boulangisme a échoué à Nice où la République est triomphante. Les Niçois votent surtout pour un homme, mais démontrent aussi leur républicanisme. Dans cette ville, comme dans toutes celles de France, le boulangisme a été moins apprécié que dans la capitale. La province va d'ailleurs jouer désormais un plus grand rôle dans la vie politique du pays, car elle a contribué au succès de la République parlementaire.